

ANNEXE N°8

INTERVENTIONS NE RELEVANT PAS DES MISSIONS DU SDIS

En l'absence de danger ne nécessitant pas de prendre des mesures immédiates de sauvegarde et de protection, les interventions suivantes dont la liste n'est pas exhaustive, ne relèvent pas des missions des sapeurs-pompiers.

- Le transport de personne décédée,
- L'ouverture de porte,
- La divagation des chiens et des chats,
- L'intervention pour arrêter les sonneries d'alarme d'établissement (cambriolage, fonctionnement défectueux de l'appareil),
- Le débouchage d'égout ou de canalisation,
- Le nettoyage de locaux,
- Les opérations de sablage, déneigement ou balisage des routes,
- Le dégagement des véhicules encombrant la voie publique,
- La police de la circulation routière lors de manifestation sportive ou culturelle,
- La recherche d'engin explosif ou de colis piégé,
- Les transports de blessés d'hôpital à hôpital dénommé transports secondaires,
- La recherche sous l'eau d'épave et d'objets divers,
- La destruction d'hyménoptères,
- L'extinction de feux de décharge publique ou non et les écobuages,
- Les services de surveillance de spectacles, manifestations sportives ou culturelles, tirs d'artifice, feux de la St Jean, etc.,
- La pose ou la dépose de banderoles et emblèmes divers,
- L'élagage d'arbre,
- La récupération et l'évacuation de produits dangereux,
- L'ouverture d'ascenseur en l'absence de danger ou le risque potentiel pour les personnes et les lieux,
- Le transport d'animaux vivants ou morts en dehors des cas de sauvetage,
- Les manœuvres ou exercices au bénéfice d'un industriel ou d'un gestionnaire qui a l'obligation de réaliser des exercices imposés par la réglementation,
- La participation à la fourniture et à la distribution d'eau potable ou non à l'attention de la population, d'élevages, d'activités artisanales et industrielles sauf activation d'un plan de secours ou nécessité liée à l'urgence de la situation,
- Les interventions relevant de l'Aide Médicale d'Urgence (cf Convention SAMU /SDIS)
- Toutes les autres missions ne présentant pas un caractère d'urgence.

La tarification pour participation à des opérations à caractère privé est arrêtée annuellement par le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours ou par arrêté ministériel.